



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

BRAVO A VOUS ET MERCI AUX AUTRES!

Il fallait le faire! Et voilà une première victoire d'étape...

Chacun le sait et le vit depuis le 3 juin dernier. C'est un mélange de satisfaction et de fierté tout comme de déception et de frustration. Il est évident qu'il est toujours possible de faire mieux, d'être plus efficaces et mieux organisés. De cette grève du lait nous retirerons quelques enseignements en terme de partenariat, d'organisation interne et de communication.

Mais par ailleurs, il n'est pas possible d'ignorer que ces 6 jours de grève - décidés en solidarité avec nos collègues européens et suite à la rupture des négociations en Suisse - ont été synonymes de succès. Jamais une grève du lait ne s'est soldée par un succès, aussi partiel soit-il. Ce mouvement européen, basé sur des revendications communes, nous a permis de nous sentir plus forts et de démontrer enfin que nous pouvons faire front uni. Et que cela paie. C'est une des grandes leçons à retirer pour la suite.

Le soutien très large des consommateurs est aussi à relever. Sans eux, la grève n'aurait pas eu le même effet. Ils ont compris les enjeux de cette lutte, notamment celle d'assurer la survie des familles paysannes et de l'agriculture. La manière dont Migros a communiqué au sortir de la grève a été un formidable coup de pouce à la solidarité entre paysans et consommateurs. L'annonce de hausses injustifiées des prix aux consommateurs a eu comme effet de renforcer le lien que nous sommes en train de construire avec les consommateurs. Ni les uns ni les autres n'accepteront d'être le dindon de la farce...

Pour les nombreux grévistes - estimés à 10'000 sur 27'000 producteurs de lait - ainsi que pour Uniterre, cette semaine est inoubliable et porte déjà les fruits de l'avenir du syndicalisme paysan. Oser re-



Le mercredi 28 mai dernier à Palezieux, les producteurs rassemblés votent la grève du lait.

vendiquer ce qui est juste. Oser quitter la table de négociation lorsque les acheteurs font preuve de mépris et lancer l'épreuve de force dans la rue. Se mobiliser, se soutenir entre producteurs, car c'est seulement ainsi que nous aurons notre mot à dire face à quelques acheteurs et des distributeurs encore moins nombreux.

Les nombreuses marques de soutien qui ont été apportées par les paysans non producteurs de lait sont aussi admirables. Elles augurent que du bon pour la suite et nous permettent d'espérer faire aussi bien voire mieux pour d'autres productions. Si les premiers contacts ont été pris, le chemin à

parcourir reste long. Les producteurs de lait engagés dans EMB démontrent que c'est de la base que les changements sont possibles. Ils s'engagent pour faire changer les choses. Cette attitude positive doit se retrouver pour les autres productions.

Assemblée générale Uniterre

Vendredi 4 juillet 2008 à 20h,
Salavaux (suivre fléchage)

Assemblée statutaire, discussion sur l'initiative sur la souveraineté alimentaire, divers. (voir page 6).

Venez nombreux!



Grève du lait

Témoignages
Pages 2-3



Eclairage

Autour des blés
Pages 4-5



FAO

Il reste du travail
Page 7



Semons l'avenir

Un beau projet
Page 8

MARCHE LAITIER

Grève du lait

Après 6 jours intenses de grève du lait, nous avons souhaité laisser la parole à quelques producteurs. Vous trouvez ci-dessous quelques témoignages de grévistes. Le journal reste ouvert à ses membres. N'hésitez pas à nous envoyer des textes que nous publierons volontiers dans le journal de cet été. Nous faisons également un premier bilan de la grève et des défis qui nous attendent.

Entre stress et espoir

Mardi 27 mai, 20 heures, le camion de lait effectue son ramassage, j'échange quelques mots avec le chauffeur, aucun de nous deux ne soupçonne la semaine d'enfer qui s'annonce.

Mercredi 28 mai, c'est la GRÈVE. Journaux, radios sont alertés. La population, les amis, les passants sont invités à venir chercher du lait, surtout en jeter le moins possible. E-mails, téléphones, natels, affiches, tous les moyens de communications sont mis à rude épreuve.

Judi 29 mai le soir, c'est la grève... nous faisons la grève, mais que faisons-nous du lait ? 3'000 litres dans la citerne! La vanne est ouverte, ce n'est pas un geste anodin! Jamais nous n'aurions pensé faire une telle chose!

Vendredi 30 mai, réunion à Palézieux, sûr, la grève va être suspendue. Mais non! Il faut continuer!

Samedi 31 mai, nous centrifugeons 3'000 litres de lait! Fini à minuit! Fatigués! Un fromager d'alpage nous transformera la crème en beurre. Au moins pas besoin d'ouvrir la vanne.

Dimanche 1er juin, retour à Palézieux: la grève est reconduite jusqu'à mardi soir. Il y a ceux qui ont de la peine à tenir financièrement, ceux qui ont de la peine à tenir moralement, incapables

Réunion du cercle laitier bas-valaisan, unis dans la grève, nous grillons le cochon. Il faut tenir jusqu'à demain soir.

Mardi 3 juin, couchés à 3 heures, levés à 5 heures. Quelle amertume! Les négociations sont closes, Big-M a lâché! 6 centimes accordés! Pourtant nous aurions tenu encore un peu!

Mercredi 4 juin retour du camion et fin de grève.

Vivre une telle aventure a été une expérience exceptionnelle. Cette semaine a été stressante et épuisante, mais l'esprit de solidarité et d'amitié qui a prévalu, autant avec la population, les producteurs et les non-producteurs de lait, la redécouverte du savoir-faire de nos anciens, nous laissent le sentiment que si nous n'avons pas gagné la guerre, une bataille a été remportée et que nous serons plus forts pour l'avenir!

Marijke et Michel Bonjean, Vouvry

Unis et solidaires

Solidarité, sentiment qui pousse les hommes à s'accorder une aide mutuelle.

Unité, caractère de ce qui forme un tout, dont les diverses parties constituent un ensemble indivisible.

dont nous pouvons faire preuve.

Finalement dans la pratique, ne pas livrer de lait à la laiterie ne s'est pas passé aussi sereinement qu'on peut le penser. Et c'est en cherchant d'autres solutions, que nous avons essayé d'utiliser notre lait avant de devoir dans un dernier mouvement de résignation solidaire, ouvrir nos vannes de tank et vider nos boilles.

Dans nos montagnes, centrifuges, barattes et chaudières ont repris du service.

La solidarité s'est aussi faite par le prêt de ces objets ou de notre savoir-faire à nos voisins.

La population aussi a pu bénéficier de dons de lait gratuit, soit dans les fermes, à la récréation des écoles et enfin devant les laiteries. D'ailleurs plusieurs personnes reviennent chaque jour chercher leur lait à la laiterie, alors qu'il ne restait plus que le voisin d'en face à faire le déplacement.

Les nouvelles ont suivi par SMS, mail ou par téléphone, et la volonté de chacun s'est affirmée au fil des jours. Nous sommes fiers aujourd'hui de pouvoir dire «nous l'avons fait et nous pourrions le refaire».

Oser et se prouver que nous pouvions le faire, ce défi est aujourd'hui relevé.

A nous maintenant de rester **solidaires, unis** et de **tracer** notre «voie lactée» (cf. Jacques Barras) et ne pas seulement la suivre.

Colette Chabloz

La Combballaz, le 15 juin 2008

La base reprend le pouvoir

Comment décrire mon sentiment sur ces six jours de grève? Bien sûr, je peux relever toutes les satisfactions:

- Le nombre de collègues qui ont joué le jeu de ne plus livrer leur lait malgré tous les désagréments que ça impliquait.
- Les nombreuses discussions constructives avec les gens venus chercher du lait gratuitement.
- Le fait d'avoir peut-être repris contact avec notre production en devant trouver les solutions pour jeter le moins de lait possible.

Je peux aussi donner la liste des déceptions:

- M'être senti un peu seul dans ma région et l'attitude de ma société de laiterie.
- Le sentiment d'inachevé que les négociations avec les transformateurs m'ont laissé et la certitude que les gens de PSL n'ont pas compris qu'ils tenaient enfin le couteau par le manche.
- L'attitude de certains collègues n'ayant pas participé à la grève, qui se

permettent de faire des commentaires désagréables, alors qu'il vont bénéficier de l'augmentation sans avoir bougé le petit doigt.

Tout cela, je crois que tout les gréviste l'ont vécu à peu près comme moi. Je crois qu'il est plus important d'aller de l'avant, et si ces quelques lignes peuvent servir à quelque chose, j'aimerais mieux lancer un appel à mes collègues.

Premièrement, nous devons faire comprendre à nos organisations qu'elles doivent être à notre service et pas le contraire. Si les transformateurs et la grande distribution ne nous prennent pas au sérieux c'est aussi de notre faute. Nous versons d'énormes cotisations pour notre défense professionnelle et malgré tout, nous avons dû recourir à la grève pour nous faire entendre. Uniterre et Big-M font bouger les choses avec peu de moyens, mais énormément de convictions. J'en appelle à vous délégués, membres de comité et tous les collègues ayant des responsabilités ou non au sein d'organisations agricoles. Faites savoir à nos organisations que nous n'avons plus le temps d'attendre qu'elles se réveillent.

Pour finir nous devons nous remettre chacun personnellement en cause. Nous ne devons pas accepter de livrer plus de lait chaque année sans que celui-ci soit payé à son juste prix. Il est incroyable de penser que nous avons livré 5.8% de plus au début 2008 qu'en 2007 avec le mauvais fourrage que l'on avait à disposition.

Apprenons à être plus malin que nos acheteurs et refusons toutes leurs offres et cela dans le seul but: toucher 1.- par litre de lait et cela si possible sans devoir repasser par la grève. Mais soyons tous prêts, si cela ne devait pas être suffisant, à revenir à la charge dès qu'il le faudra.

Philippe Reichenbach, La Chaux-de-Fonds



Distribution de lait à la ferme pendant la grève. Un acte très apprécié.

de jeter le précieux liquide. Et toi ? que fais-tu? Tu tiens? Je tiens!

Lundi 2 juin, la vanne est à nouveau ouverte... distribution de lait à l'école. Un SMS est mis en circulation: «consommateurs aidez-nous à vider les stocks!». Nous sommes surpris de la sympathie des consommateurs.

Voici deux mots qui reflètent bien l'esprit de ces quelques jours de grève du lait. Qui aurait pensé qu'une solidarité, une telle unité naîtrait de cet élan de «grogne», enfouie en nous depuis bien trop longtemps. Certainement pas les transformateurs de ce pays, qui dès maintenant connaissent la détermination



Une laiterie fièrement en grève.

MARCHÉ LAITIER

Nouvelles réalités du marché

Le mouvement de grève déclenché au niveau européen a réussi à remodeler en profondeur la situation sur le marché. En cela, ce mouvement ouvre une nouvelle étape historique au niveau de la production laitière.

Une donnée fondamentalement nouvelle est l'émergence d'un prix à la production reconnu comme prix minimal de base. L'élan de solidarité derrière cette revendication commune de prix rémunérateur a permis aux producteurs de revenir comme acteurs décisifs sur le marché. Vendre ou ne pas vendre, produire ou ne pas produire, livrer ou ne pas livrer sont effectivement des choix essentiels sur le marché. Comme le consommateur qui peut acheter ou ne pas acheter. A travers ces actes, les réalités économiques et les rapports

place comme partenaires privilégiés de nos clients, les consommateurs.

Les difficultés rencontrées tant en Europe qu'en Suisse pour obtenir un prix rémunérateur tiennent avant tout au fait que la gestion des quantités produites n'est pas en adéquation avec les capacités d'absorption du marché. Cette situation est délibérément organisée par les acheteurs, les intermédiaires et leurs relais au sein des instances politiques.

Notre production doit être adaptée aux besoins des consommateurs et donc du marché. Nous n'avons plus le droit de léguer la responsabilité de la gestion de la production à des acteurs dont les intérêts sont, dans la logique actuelle, divergents des nôtres et de ceux des consommateurs. Il s'agit là de distributeurs qui veulent acheter des produits au rabais pour pouvoir les vendre le plus cher possible.

Pour réaliser un contrôle effectif

Et maintenant?

Cette grève du lait a marqué d'une pierre blanche l'histoire de la production laitière. Jamais une telle action n'a débouché sur un résultat aussi positif pour vous chers producteurs et productrices. Le prix du lait a augmenté – trop peu c'est un fait –, mais aucune plainte n'a été déposée et les consommateurs ont été pour la plupart réceptifs aux revendications. Pour certains d'entre vous, ce fût même l'une «des plus belles semaines de votre vie». Certes, pas par le fait d'avoir donné ou jeté du lait, mais parce que vous êtes redevenus maîtres de votre destin. Enfin vous avez eu votre mot à dire et vous avez obligé l'industrie et la distribution à vous considérer comme de véritables partenaires. Vous leur avez dit «sachez qu'à ce prix-là il n'est pas impossible que je vous livre plus» et ceci est un véritable acte de commerce! Chapeau bas!

Les consommateurs, l'industrie et les grands distributeurs connaissent maintenant l'objectif des producteurs et la détermination dont ils peuvent faire preuve pour y arriver! Le capital confiance est donc enfin sur la pente ascendante, et c'est tant mieux. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas de le perdre et de continuer la «lutte» pour obtenir un jour ce prix équitable. Pour les producteurs, tous bénévoles, de la commission lait d'Uniterre, les défis à relever sont de taille, mais ils sont prêts à s'y atteler.

Lait de fromagerie: il est important pour la cohésion des producteurs que l'augmentation de 6 centimes au 1^{er} juillet se répercute intégralement sur tous les laits de non-ensilage destinés à la fabrication de fromage à pâte dure. En ce qui concerne les pâtes molles, la hausse est effective dès le 1^{er} juillet.

Lait bio: Il est également très important que les prix payés aux producteurs pour le lait bio augmentent dans les mêmes proportions. Malheureusement, nous ne connaissons pas, pour l'heure, les résultats des négociations.

Collaboration future avec les organisations BIG-M et NBKS: En Suisse, la grève du lait a été initiée par les producteurs de l'organisation BIG-M. Cette organisation porte une responsabilité importante dans la réussite de la grève. Il est donc important pour nous de renforcer la collaboration afin de préparer les futures actions communes, comme par exemple une grève du lait en automne, qui sait? Nous continuerons également à travailler avec le NBKS et avec toutes les organisations qui revendiquent un prix équitable pour le lait. Nous réfléchissons à la création d'une plate-forme nationale des producteurs de lait membres du mouvement européen EMB.

Discussion et collaboration avec la FPSL: Les discussions avec la FPSL

vont s'intensifier. Nous voulons qu'elle puisse gérer au mieux les quantités de lait à produire au niveau national et surtout qu'elle puisse attribuer ou réduire les quantités supplémentaires. C'est à notre avis la seule solution pour maîtriser les quantités et donc les prix sur le marché libéralisé de 2009. Nous souhaitons également discuter avec elle de l'opportunité d'utiliser en priorité le fonds de soutien de PSL à la rétribution des producteurs pour que les quantités supplémentaires déjà octroyées ne soient pas coulées. Nous allons également faire des propositions à la FPSL pour que nous puissions être beaucoup plus actifs dans les négociations futures du prix du lait. Plusieurs options sont à l'étude. Nous vous tiendrons au courant des décisions et des stratégies adoptées.

L'utilisation du fond de solidarité créé par la FPSL suite à la grève va également nous occuper. Il est pour nous très important que cet argent revienne aux producteurs. Il doit donc être utilisé pour soutenir des actions qui permettent d'obtenir des hausses de prix et à terme «1 Fr par litre».

Communication lait équitable: Un groupe de travail constitué de producteurs réfléchit concrètement à la commercialisation d'un lait vendu sous la marque «Le lait équitable – Die Faire Milch» dont Uniterre est propriétaire. Nous n'en sommes qu'au début des réflexions, mais la motivation est grande. Nous devons encore améliorer la visibilité de la revendication pour un prix du lait équitable. Pour cela il est important que tous les producteurs signent le contrat d'adhésion à EMB. Plus il y aura de contrats signés, plus il y aura de panneaux «les paysans ont besoin d'un prix du lait équitable, 1 Fr par litre» exposé le long des routes et aux abords des exploitations. Les vaches «Justine» et «Faronika» devraient venir renforcer cette année l'effort de communication.

European Milk Board: Suite à cette grève du lait d'envergure européenne, la plate-forme européenne a montré son potentiel d'action et de mobilisation. Des milliers de producteurs se sont mis en grève en l'espace de quelques heures en Allemagne, en Autriche, en Hollande, en Belgique, en l'Italie et en Suisse. Aujourd'hui, les résultats de ces actions ne sont connues que partiellement. Nous en saurons plus au début du mois de juillet puisque des producteurs d'Uniterre se rendront à Strasbourg pour participer au comité d'EMB.

Nicolas Bezençon



A Palézieux, le 1er juin, l'assemblée décide de la poursuite de la grève.

de forces du marché peuvent changer.

Le mouvement a été déclenché par un certain nombre de producteurs organisés au sein de l'European Milk Board. Dans cette optique, il est indispensable de continuer à regrouper l'offre derrière des revendications claires comme celles proposées par l'EMB et Uniterre. Le moyen des contrats avec mandat de négociation est un pas indispensable. Le caractère essentiel réside effectivement dans la conscience que les acteurs ont du poids sur ce marché. Cette conscience nourrit la solidarité et peut déboucher sur l'union. C'est cette union nécessaire, qui transforme l'acteur, le producteur individuel livré à la toute-puissance de quelques gros acheteurs, en partenaire respecté.

Toutes les organisations de défense professionnelle agricole feraient bien à l'avenir de ne jamais négliger cette dimension de producteur de richesse économique. C'est cet acte qui confère la fierté aux producteurs, qui procure la liberté en tant qu'entrepreneur et nous

des quantités mises sur le marché, les producteurs ont besoin de transparence dans les différentes filières de valorisation. Les prix doivent être fixés pour une année laitière et pour une quantité donnée. Par ailleurs, nous devons nous méfier des acteurs économiques de la filière qui, sous prétexte de partenariat, détruisent la base productive indigène en payant des prix en dessous du coût de production. Dans cet ordre là, nous n'avons pas besoin d'une défense professionnelle qui se limite à vouloir limiter les dégâts. Il faut tout au contraire unir toutes les forces pour imposer un cadre de fonctionnement qui donne une vision d'avenir pour une production alimentaire diversifiée de proximité et de qualité qui soit socialement et écologiquement durable. En définitive, il nous faut renforcer notre poids sur le marché et proposer simultanément un cadre politique comme celui proposé par la souveraineté alimentaire.

Rudi Berli

Vous souhaitez soutenir les grévistes?

Banque Raiffeisen Basse Broye Vully,
Compte Uniterre N°28496.55
(CCP de la Raiffeisen 17-6872-4)
IBAN: CH50 8012 3000 0028 4965 5 / CH.
«Mention grève du lait»

ECLAIRAGE

Variétés anciennes de céréales et boulangerie paysanne

Dans la lignée des articles qui sont récemment parus sur la question des semences, nous ouvrons nos pages au «Réseau Semences Paysannes» en France. Ce réseau fait un grand travail d'information et est également très actif au sein de La Via Campesina pour faire progresser les enjeux liés à la biodiversité et au libre accès aux semences.

Les blés modernes, les hypothèses des paysans boulangers

En France, des paysans cultivent des céréales, souvent en bio, et fabriquent du pain avec des techniques traditionnelles (meule de pierre, levain naturel), et le vendent dans des circuits de proximité. Parce qu'ils sont paysans et boulangers, ils ont remarqué que les variétés modernes de blé ne correspondaient pas à leur besoin. C'est pourquoi ils ont commencé, souvent de manière isolée, à repartir de variétés anciennes de blé, supposées impanifiables, à la recherche de caractéristiques plus intéressantes pour eux: aptitude de la plante à développer le lien avec le sol (plutôt que l'aptitude à utiliser l'azote soluble du sol), aptitude à la panification au levain, qualité gustative et nutritionnelle du blé. Sur ce dernier point, le contact et les échanges avec les clients leur ont montré que certaines personnes, supposées intolérantes au gluten, consommaient sans problème leur pain. L'hypothèse des paysans boulangers est donc que les variétés modernes de blé, sélectionnées sur le rendement et le taux de protéines depuis des dizaines d'années, ont développé des types de molécules de gluten peu digestibles. Les variétés anciennes, en plus de leur aptitude à s'adapter au terroir et à être moins dépendantes des intrants chimiques, présenteraient donc l'avantage d'avoir une qualité nutritionnelle supérieure.

Le besoin vital de recueillir et cultiver les anciennes variétés...

Retrouver des variétés anciennes n'est pas chose aisée car la sélection sur le taux de protéines a débuté dès les années 50. Il faut donc remonter à des variétés très anciennes (siècle dernier, début du siècle). Aujourd'hui, ces variétés anciennes se trouvent dans les conservatoires de ressources génétiques de l'INRA, et chez quelques (très rares) paysans qui ont conservé des variétés de terroir. Malheureusement, contrairement aux variétés anciennes de potagères et de fruits, on ne peut s'appuyer sur le travail de conservation réalisé par les jardiniers amateurs. Après quelques années de sauvegarde/multiplication, c'est un travail d'évaluation puis de sélection, dans chaque ferme et pour chaque besoin spécifique, qui est mené

pour obtenir des variétés correspondant à des conditions de culture autonomes et aux besoins de la boulangerie artisanale et biologique.

Des variétés pour faire renaître des filières de proximité

Ces variétés anciennes intéressent aujourd'hui un public bien particulier: en majorité des paysans boulangers, souvent bio, mais aussi des paysans meuniers, des artisans boulangers et quelques petits meuniers. Il est clair que ces variétés présentent peu d'intérêt pour les agriculteurs insérés dans les filières longues: le rendement est plus faible et leurs qualités, organoleptiques ou nutritionnelles notamment, ne sont pas reconnues donc pas rémunérées par la filière «normale», qui ne connaît que le taux de protéine. Sauvegarder et développer ces variétés impliquent donc

effet qu'elles soient issues de variétés inscrites au catalogue officiel des variétés de semences et plants. L'inscription à ce catalogue, extrêmement coûteuse (de l'ordre de 6.700 € pour une variété de blé tendre) est bien entendu inaccessible aux paysans. Et au delà du coût, les critères d'inscription, conçus pour les semences industrielles, sont totalement inadaptés à ces variétés paysannes, trop diverses et évolutives. Or c'est justement la capacité de ces variétés à évoluer, à s'adapter à des conditions changeantes qui intéressent les paysans pratiquant une agriculture autonome. Tout comme les variétés anciennes de potagères, ces variétés des blés sont donc illégales et vouées à le rester dans le cadre réglementaire actuel.

Pourtant, une ouverture réglementaire existe depuis 1998: la directive 98/95, reconnaissant que le fonctionnement du catalogue officiel réduit la biodiversité

Portraits d'initiatives

La relance de la touselle dans la Gard (sud-est de la France)

Henri est paysan bio dans le sud de la France. En 1997, il mène une recherche sur l'histoire de l'environnement et de l'agriculture dans sa région et découvre les Touselles. Il s'agit à l'origine d'un blé sans barbe, précoce, au grain tendre très prisé pour la panification. Cultivé en Languedoc et en Provence, il est très apprécié pour son rendement élevé et parce qu'il supporte d'être cultivé à la fois sur des terres maigres et un climat difficile et séchant. Henri décide alors de semer 4 variétés de touselle sur sa ferme, dont il a obtenu pour chacune quelques graines auprès du conservatoire de ressources génétiques de l'INRA de Clermont-Ferrand (ce conservatoire compte 13 variétés de touselle au total). Les deux premières années, il les a cultivé au jardin. La 3ème année, il a commencé la culture au champs et appris à mieux connaître le comportement de ces variétés (densité de semis, précocité, sensibilité à la verse...). Dans le même temps, le travail d'Henri commence à essaimer. En 2005, le syndicat de promotion de la touselle voit le jour. Les membres de l'association souhaitent conserver ces variétés pour certains, produire du pain pour d'autres. Certains sont des consommateurs qui souhaitent simplement soutenir la démarche. L'essaimage de la touselle a commencé dès 2004: elle est cultivée expérimentalement par des paysans et des paysannes de nombreux départements du sud de la France. Par ailleurs, sur sa ferme, Henri met en place une parcelle expérimentale avec l'objectif de mieux connaître de nouvelles touselles et d'enrichir son mélange. A ceux qui voudraient se lancer, Henri conseille de repérer les variétés adaptées à sa région, qui ont été cultivées traditionnellement et qui avaient la meilleure renommée. Ensuite, il faut commencer à petite échelle, apprendre à connaître ces variétés qui n'ont plus été cultivées depuis des décennies et ont peut-être besoin de pratiques culturelles différentes.

La dynamique collective de Triptolème

ASPAARI (Association de Soutien aux Projets Agricoles et Activités Rurales Innovantes), adhérente et membre fondatrice du Réseau Semences Paysannes, a accompagné, depuis 2003,



Voyage au pays des blés dans le sud-est de la France

Photo: «RSP».

de reconstruire des filières adaptées, basées sur la proximité et la diversité. Les premiers échanges impliquant paysans, consommateurs et médecins montrent le formidable potentiel de développement de ce travail.

Un contexte réglementaire verrouillé et excluant

Aujourd'hui tout ce travail de sauvegarde implique des échanges de semences entre paysans, et est donc totalement illégal. Pour pouvoir échanger (ce qui équivaut selon la réglementation à un acte de vente) des semences, il faut en

cultivée, prévoit la création d'une sorte de liste annexe, pour les «variétés de conservation».

Malheureusement, cette possibilité est perçue par les semenciers comme une brèche dans un système semencier extrêmement contrôlé et concentré. Leur lobbying a permis de bloquer la mise en oeuvre de cette directive: la Commission a en effet été chargée de rédiger une directive définissant concrètement ce qu'est une variété de conservation mais comme aucun consensus ne peut être trouvé sur son contenu, sa sortie est reportée de mois en mois.

ECLAIRAGE

la constitution d'une plate-forme de conservation et de multiplication des semences paysannes (blé, orge, avoine, sarrasin, cameline, carthame,...) en partenariat avec des chercheurs et des médecins.

De ce chaudron aspaarien d'initiatives en milieu rural, est née une nouvelle association Triptolème qui pérennisera le travail engagé sur la partie semences et boulange paysanne.

Cette nouvelle association réunit des acteurs d'une AgriCulture vivante - *liens humains et solidaires entre paysan(e)s, artisans, consommateur(ice)s, animateur(ice)s, chercheur(se)s et médecins* - soucieux de la santé de la terre et des hommes en:

- partageant connaissances et patrimoine
- s'accompagnant dans la mise en oeuvre de leurs projets de vie, autour d'expérimentations, de recherches en matière d'agronomie, de biodiversité et de santé.

Un conservatoire vivant, décentralisé, expérimental et agroécologique, a vu le jour et s'étoffe petit à petit, animé par cinq paysans: Florent Mercier, Nicolas Supiot, James Restoux, Vincent Chesneau et Bastien Moisan qui ont chacun plusieurs centaines d'échantillons de semences paysannes. Il donne lieu à l'organisation de tours de champs et de rencontres-échanges thématiques sur les semences, la culture, la transformation. Une vingtaine de paysans multiplient des blés anciens pour, à terme, être autonomes en semences et transformer leurs grains en farine ou en pain, ou simplement être solidaires de la démarche.

Une collection vivante dans le sud-ouest de la France

Jean-François est paysan boulanger et cultive depuis de nombreuses années deux variétés anciennes (Rouge de Bordeaux et Talisman) et des variétés modernes de blé en vue de la panification. Son expérience l'a conduit à s'intéresser de

plus prêt aux variétés anciennes. C'est ainsi qu'il a commencé depuis 3 ans des essais de variétés anciennes, recueillies auprès de l'INRA ou chez quelques paysans. Aujourd'hui, sa «collection vivante», comporte:

- en jardin: 80 variétés semées en ligne de 4 à 10 mètres (sauvegarde à partir de quelques graines),
- sur 0,5 hectare: 220 carrés de 7 m², avec 160 variétés multipliées depuis 2 à 3 ans,
- sur 1 hectare: 15 variétés multipliées séparément, qui servent pour des essais de panification et pour de la diffusion à 5 ou 6 agriculteurs bio de la région. Quelques exemples de ces variétés de pays datant du siècle dernier ou du début du siècle: Bon Fermier, Richelle, Rallet, Bladette, Blé du Lot, Touzelle.

Pour faire ce travail, Jean-François a jusqu'à présent utilisé une moissonneuse louée. Pour les petites quantités de semences, la récolte se fait à la main (par gerbe). Le grain est obtenu avec une batteuse d'épi, prêtée par un institut technique de Bergerac. Les graines sont conservées en sacs en toile de jute, étiquetés puis entreposés dans des containers. Aujourd'hui, l'idée est de diffuser des variétés multipliées à un groupe d'agriculteurs bio de la région, qui ont un intérêt pour ces variétés et qui les multiplieront et testeront dans leurs propres conditions. Jean-François souhaite aussi renforcer le travail de sélection car ces variétés anciennes, si elles sont une base intéressante, peuvent être améliorées à la ferme, pour mieux répondre aux besoins des paysans boulangers. Ce travail de sélection prendra au moins 5 années supplémentaires.

Hélène Zaharia, Réseau Semences Paysannes (RSP)



Variété ancienne Rouge de Bordeaux

Photo: «RSP»

Le Réseau Semences Paysannes

«Cultivons la biodiversité dans les fermes et les jardins»

Le Réseau Semences Paysannes est constitué d'organisations paysannes et d'agriculture biologique nationales, d'organisations spécialisées, d'artisans, de paysans, d'associations semencières ou pépiniéristes, d'associations de développement et d'associations de conservation de la Biodiversité.

Les missions du réseau sont diverses. Il désire mettre en relation les initiatives favorisant la biodiversité dans les fermes et les jardins, chacune gardant son originalité et sa spécificité. Il souhaite faciliter les formations, échanges et ré-appropriations des savoirs-faire paysans. Il oeuvre à la reconnaissance technique, scientifique et juridique des pratiques paysannes de production de semences et plants. Par ses actions il favorise, en partenariat avec la recherche, l'émergence de nouveaux schémas de sélection, de création variétale et de distribution de semences adaptées aux agricultures biologiques, biodynamiques et paysannes. Il veut consolider la conservation et la gestion dynamique de la biodiversité agricole dans les fermes et les jardins. Et bien sûr, il s'engage à sensibiliser le grand public sur les enjeux liés à la production et à la commercialisation des semences.

Les membres du réseau sont engagés dans des actions concrètes telles que la collecte et la sauvegarde de blés anciens et sélection pour l'agriculture biologique, la production de farine sur meule de pierre et la panification au levain naturel. Ils mettent en place des essais de blés durs rustiques et de transformation en pâtes alimentaires ainsi que des essais de maïs populations de diverses origines pour la culture en conditions biologiques. Ils pratiquent des essais de variétés traditionnelles de potagères pour leur intérêt en agriculture biologique, leur qualité nutritionnelle et la vente de proximité. Enfin ils mettent en réseau de vignerons et arboriculteurs à la recherche d'alternatives aux plantations monoclonales.

Pour en savoir plus:
Réseau Semences Paysannes
Cazals - 81 600 BRENS
Tel/ Fax : 00033 5 63 41 72 86
www.semencespaysannes.org

«Voyage autour des Blés Paysans» édition «Fondation Nature & Découvertes»

Véritable plaidoyer en faveur de la biodiversité végétale, «Voyage autour des Blés Paysans» rassemble les témoignages et expériences d'agriculteurs, de boulangers, de meuniers, et même de chercheurs ayant délibérément pris le parti de cultiver ou de travailler les blés paysans. Dans une société plus propice à la standardisation, qu'est-ce qui a bien pu motiver leur choix? Quelles difficultés ont-ils rencontrées? Pour quels résultats? Quelles différences ont-ils observées entre les blés «anciens» et les blés modernes? Qu'est-ce que la sélection participative? Enfin, comment et pourquoi la biodiversité cultivée dans les fermes? Autant de questions s'adressant à toute personne aspirant au maintien, à la réhabilitation, voire à l'enrichissement de la biodiversité dans notre agriculture et notre alimentation...

5 juillet, débat: «notre pain quotidien: quelles affaires!»

Un débat est organisé dans le cadre de la Fête de Longo Mai à la Ferme du Montois (Undervelier, Jura).

La nourriture est devenue un enjeu commercial et des populations entières, rendues dépendantes pour leur approvisionnement, sont affamées et ne trouvent plus les moyens de se nourrir. Le prix des aliments est décidé par les spéculations en bourse et n'a plus aucune relation avec les coûts de production. La mainmise sur notre nourriture par les multinationales de l'agro-alimentaire se renforce par un véritable «Hold-up» sur les semences. Celui-ci à lieu en partie à travers des conventions internationales «...» d'autre part à travers la mise en place à grande échelle de semences non reproductibles comme les OGM. Les banques de semences nationales, traditionnelles garantes de la grande diversité de semences héritée du passé, souffrent de trop petits budgets... Nous n'avons plus prise sur notre nourriture; Comment réagir?

Dès 16h: contes et visites de la coopérative, vente de produits bio.

17h, débat «notre pain quotidien, quelles affaires!»: avec Valentina Hemmeler Maïga, Uniterre, Robert Zollinger, semencier, Jean-Pierre Bolognini, paysan-boulangier, Olivier Girardin, Fondation rurale interjurassienne. 19h: méchoui, 20h30 concert. Inscriptions pour le méchoui et plus d'infos sur <http://www.uniterre.ch/Actualites/agenda.html>.

INTERNATIONAL

Agriculture et environnement

Du 24 au 26 mai a eu lieu à Kobe, au Japon, la rencontre des ministres de l'Environnement du G8 dans le cadre de la préparation du sommet du G8 qui se tiendra du 7 au 9 juillet à Toyako Hokkaido. Les problèmes environnementaux globaux, tels que le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité, les crises alimentaires et la société à bas carbone seront au centre de ce sommet.

C'est dans ce contexte qu'a eu lieu un symposium international de réflexions sur l'agriculture et l'environnement. La fédération japonaise d'agriculture biologique et d'autres organisations agricoles japonaises, regroupées dans la plate-forme «Changer l'agriculture!», y ont adopté une déclaration commune qui sera remise à la conférence ministérielle de Toyako.

Déclaration commune des organisations paysannes

«Les crises à l'échelle mondiale comme la dérégulation climatique, l'augmentation du prix des matières premières et des aliments ainsi que les problèmes d'épuisement des ressources en eau s'aggravent. Afin de relever ces défis, il faut lier l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Les terres cultivées qui occupent un tiers de la surface de la Terre ont nourri les sociétés humaines durant des millénaires. Elles ont fourni la nourriture, elles ont procuré vêtements et logements aux populations, modelé des cultures et préservé les environnements locaux.

Cependant, aujourd'hui, l'agriculture moderne organisée avec ses méthodes industrielles et sa logique marchande ont pris une dimension planétaire. Ainsi cette agriculture industrielle est une part du problème. Nous voulons transformer la société industrielle moderne basée sur des ressources limitées et sur un commerce globalisé sous la houlette de l'OMC, en une société de coopération, basée sur des cycles économiques durables.

L'agriculture paysanne durable, avec un impact limité sur l'environnement, doit être le point de départ pour atteindre ce but.

Nous appelons les gouvernements du G8 à travailler sur ces thématiques pour améliorer l'environnement global.

1. Promouvoir une agriculture écologiquement durable, basée sur une échelle permettant aux producteurs, aux distributeurs et aux consommateurs de coopérer

Une agriculture de petite dimension, diversifiée dans ses productions, qui peut s'adapter aux particularités locales, est la forme économique adaptée pour réaliser le développement durable. Les systèmes de distribution doivent être adaptés à cette diversité de petits

producteurs.

Aujourd'hui l'alimentation est menacée par les pratiques commerciales du secteur agro-alimentaire et par la domination écrasante des géants du marché. Pour atteindre la sécurité alimentaire nous devons établir des relations stables entre producteurs et consommateurs. Pour cela les relations économiques doivent pouvoir évoluer dans des processus d'adaptation flexible de l'offre à la demande dans l'intérêt mutuel.

2. Mettre en place des politiques pour développer les communautés locales et la biodiversité basée sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Le corps humain forme une part des cycles naturels et se connecte ainsi à toutes les formes vivantes. Il faut reconnaître le lien étroit entre l'agriculture, la nourriture et l'environnement. Le développement d'une agriculture paysanne écologiquement durable participe à la santé humaine. Il faut encourager l'indépendance et la diversité de toutes les régions et des pays par le maintien de la biodiversité, créant ainsi une stabilité des communautés locales et de l'environnement global.



L'idéogramme japonais « WA » signifie la paix. Il est composé par deux symboles : à gauche c'est la céréale «Nogi Hen», à droite la bouche «Kuchi».

3. Etablir des règles commerciales globales respectant l'environnement et valorisant l'agriculture locale et l'autosuffisance alimentaire

L'agriculture paysanne durable a moins d'impact sur l'environnement. Elle utilise des ressources locales et se fournit en matériel de production au niveau local, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre dus au transport. La production paysanne locale pour une consommation locale

limite les kilomètres contenus dans la nourriture.

La standardisation de la production agricole n'est pas souhaitable pour la relation entre producteurs et consommateurs. Tout au contraire, il faut favoriser des règles qui peuvent permettre une grande diversité de systèmes agricoles adaptés aux conditions locales et tirant profit des ressources de chaque région et de chaque pays. Nous devons établir des relations commerciales qui permettent d'apprécier la diversité des différentes agricultures. Tous les pays doivent fixer un taux d'auto-provisionnement et cesser d'interférer dans les productions agricoles d'autres pays; ils doivent définir des règles internationales pour promouvoir la souveraineté agricole et alimentaire.

4. Etablir une société coopérative, basée sur des cycles économiques en accord avec les cycles naturels.

Pour développer une société durable, il faut valoriser les cycles locaux des ressources et l'interdépendance entre production végétale et élevage ainsi que la coopération entre producteurs et consommateurs. Tous les produits ou déchets de la production agricole ou de la consommation doivent être valorisés comme ressources locales. L'agriculture paysanne peut réutiliser les déchets organiques et promouvoir les systèmes interdépendants entre production végétale et élevage. C'est une manière de diminuer les pollutions agricoles.

Ce système de recyclage revalorise le vivant et la coopération au niveau de la société par une limitation des déchets, une réutilisation et un recyclage systématique».

Texte recueilli par Rudi Berli

Assemblée générale d'UNITERRE

Vendredi 4 juillet 2008, 20h,
Hangar de Pierre-André
Tombez à Salavaux
(autoroute A1, sortie Avenches,
direction Cudrefin sur 4 km puis à
droite rte de Salavaux). A l'entrée
du village, suivre la signalisation.

En raison de la grève du lait,
l'assemblée générale d'Uniterre a
été déplacée au 4 juillet.

Ordre du jour:

1. Bienvenue du Président d'Uniterre
2. PV de l'AG du 10 mai 2006
3. Rapport du Président
4. Rapport des secrétaires
5. Programme d'activités 2008-2009
6. Comptes 2007, rapport commission de contrôle, budget 2009, statuts, approbation.
7. Elections
8. Divers

A l'issue de l'assemblée statutaire
une discussion sur le projet d'initiative
populaire sur la souveraineté
alimentaire aura lieu. Les stratégies
pour la suite seront définies.

VENEZ NOMBREUX!

Visitez notre site internet

www.uniterre.ch

Toute l'info régulièrement

Déchiquetage de bois

ETA FRAGNIERE Srl
Entreprise de travaux agricoles
1695 Estavayer-le-Gibloux
079/410.99.85

Pressage de balles rondes
maïs
Avec manteau plastique

La Mobilière

Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le sommet de la FAO déçoit par sa timidité

Nous pouvions espérer mieux d'un sommet qui se déroulait en pleine «crise alimentaire». Un sommet qui devait être une occasion de remettre sur la table les grands enjeux de l'agriculture, de la production jusqu'aux échanges commerciaux. Le rapport des 400 experts paru mi-avril qui remettait en question les orientations prises depuis 20 ans était un terreau qui pouvait faire croire que les «responsables» de ce monde deviendraient enfin... responsables. Malheureusement, une fois encore, il semble que cette opportunité n'ait pas été saisie. Il faut, de plus belle, nous engager pour changer les orientations de nos politiques agricoles nationales et internationales. Si cela ne vient pas d'en haut (FAO), faisons donc germer ces idées, de manière naturelle, par le bas.

La crise alimentaire devrait être rebaptisée crise du système agro-alimentaire. Nous ne sommes pas réellement face à un problème de pénurie des denrées alimentaires, mais face aux manquements liés à un système de production qui fait peu à peu faillite et à des échanges commerciaux inéquitables. Les sources de la crise actuelle sont de deux ordres. Une part provient du long terme et d'autres sont des événements plus récents.

Une crise annoncée

Les programmes d'ajustement structurel imposés aux pays en développement par la banque mondiale et le fonds monétaire international ont poussé ces Etats à ne plus investir dans le secteur agricole; notamment dans les cultures vivrières et les infrastructures de production et de transformation. Ils ont encouragé les cultures de rentes destinées à l'exportation (café, cacao, huile de palme etc.) dans le but d'obtenir des devises et les ont poussé à importer des denrées alimentaires devenues bon marché grâce aux subventions à l'exportation. L'ouverture des frontières et la baisse des taxes douanières ont également privé ces Etats d'une manne d'argent qui aurait pu être utilisée pour développer le secteur agricole. Parallèlement, si l'aide au développement est passée de 20 milliards de dollars en 1980 à 100 milliards en 2007, la part destinée à l'agriculture est tombée dans le même temps de 17 milliards à 3 milliards. Les ingrédients étaient donc réunis pour enterrer l'agriculture vivrière des pays en développement.

Au nord, c'est à la fin des années 80 qu'un débat sur l'agriculture a eu lieu: problématiques de la gestion des surplus de production, des impacts environnementaux et de la garantie des prix. Cette mini-révolution a amené à réduire les stocks considérés comme un outil de régulation trop cher, à rendre la production plus écologique en instaurant l'éco-conditionnalité des paiements directs et à déréguler les marchés agricoles. L'Etat a depuis lors le «désengagement» comme mot d'ordre.

Les accords bilatéraux et multilatéraux (OMC) de libre-échange ont achevé le processus au nord comme au sud en imposant une réduction des protections aux frontières. Ces importations «à tout prix» ont fait pression sur les prix et poussé de nombreuses familles paysannes à l'abandon du secteur (6 exploitations

par jour en Suisse, 1 par minute dans l'Union européenne).

Phénomènes récents

Des événements plus récents se sont ajoutés à cette destruction en règle de l'agriculture paysanne. L'augmentation du prix du pétrole a fait exploser les coûts de production (engrais, machines, transport) et encouragé la production d'agrocarburants. Ces derniers font partie du problème puisqu'ils ont provoqué une concurrence pour la terre et asséchés certains marchés de denrées alimentaires (par exemple le maïs). Cela a contribué à encourager la spéculation massive sur les matières premières agricoles. Les fonds spéculatifs ont attiré des boursicoteurs prêts à prendre des risques élevés pour espérer gagner un maximum. Ils ont tablé sur le fait que la terre serait toujours plus rare en raison des utilisations autres qu'alimentaires (carburants, zones industrielles, etc.), que la classe moyenne du continent asiatique serait toujours plus demandeuse de viande, que les catastrophes climatiques (sécheresses ou inondations) seraient plus fréquentes et amèneraient plus d'incertitudes sur les récoltes. Les opérateurs de marché sont allés jusqu'à écarter du marché certains stocks afin de faire monter les enchères et générer d'énormes profits.



A Rome, lors du forum alternatif au sommet de la FAO. Photo: Ben Powless

... Aux émeutes de la faim

Cela a fait exploser les coûts des aliments et provoqué des émeutes dans les pays où près de 80% du revenu est destiné à l'alimentation. Les Etats n'étant pas en mesure d'augmenter l'offre - par des importations devenues trop chères ou par une relance de l'agriculture à court terme - se sont retrouvés face à des populations en colère. Certaines régions, qui avaient l'habitude d'exporter une part importante de leur production

comme le sud-est asiatique ou l'Amérique latine, ont décidé d'instaurer des taxes à l'exportation pour créer des stocks.

Ce qui précède prouve que nous sommes surtout face à un problème structurel. Il n'est pas possible de tout laisser au marché sans un contrôle de l'Etat ou des Etats. La libéralisation des marchés agricoles est l'une des causes principales de la crise que nous vivons.

Face à deux alternatives

Aujourd'hui nous pouvons dire que le monde se trouve face à deux voies. L'une consiste à remettre en question le modèle agricole prôné depuis de nombreuses années et de repenser nos politiques agricoles nationales et internationales. L'hypothèse de base étant que nous ne sommes pas face à un problème de quantités disponibles mais plutôt de répartition et d'échanges inéquitables.

L'autre voie est celle qui part de l'idée qu'il faut augmenter la production pour résoudre la crise; en utilisant plus d'intrants et en développant les technologies génétiques; tout en ouvrant parallèlement les frontières afin de garantir un maximum d'échanges de denrées alimentaires.

Pour Uniterre, la seconde voie est à bannir puisqu'elle propose comme solution (libéralisation extrême des marchés), la cause même du problème actuel. Nous pensons qu'il faut emprunter la première voie et que chaque population se pose les questions de fond sur ses politiques agricoles et alimentaires. Le concept de souveraineté alimentaire permet ce débat de société et c'est pourquoi nous envisageons de lancer une initiative populaire proposant d'inscrire la souveraineté alimentaire dans notre Constitution. C'est le travail que nous devons accomplir sur le plan national.

Sur le plan international, Uniterre est membre de La Via Campesina. Ce mouvement a écrit une lettre ouverte à la FAO plus d'un mois avant la conférence en lui suggérant de prendre des mesures concrètes pour renforcer la production alimentaire issue de l'agriculture paysanne. La Via Campesina était aussi co-organisatrice du forum alternatif «Terre Preta» qui a eu lieu à Rome pendant le sommet de la FAO. Le forum a exhorté les Etats à changer les politiques agricoles et à éviter de répéter les mêmes erreurs. Le forum a demandé notamment de ne pas

compromettre le droit à l'alimentation, d'encourager l'agriculture agro-écologique, de combattre la spéculation financière sur l'alimentation ainsi que les accords de libre-échange, d'encourager des réformes agraires et de favoriser l'accès à la terre pour les paysans. Les organisations participantes se sont opposées à la production et à l'exportation d'agrocarburants industriels contrôlés par les firmes multinationales qui en font la promotion. Le forum appelle les organisations paysannes à travailler avec les gouvernements nationaux et les organisations multilatérales pour développer des politiques qui renforcent le droit à la souveraineté alimentaire.

La FAO décevante

En 2002, la FAO avait annoncé son objectif de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim (850'000 millions) d'ici à 2015. Ce nombre a augmenté de 100 millions. Malgré l'échec des politiques précédentes, la FAO n'a pas été capable de choisir entre les deux voies présentées plus haut et n'a pas voulu entendre les organisations paysannes. L'organisation onusienne a préféré continuer son exercice d'équilibriste en reconnaissant d'une part la nécessité de renforcer l'agriculture vivrière et les investissements dans l'agriculture tout en appelant à un appui immédiat à la libéralisation des échanges internationaux notamment en menant à bien les négociations de Doha à l'OMC.

Il y a donc peu à attendre de la FAO pour le moment. Une mobilisation citoyenne reste nécessaire tant sur le plan national qu'international. Les membres de l'OMC souhaitent conclure au plus vite le cycle de négociation actuel (avant la fin de l'année) afin de s'éviter toute remise en question des politiques de libre-échange. Il s'agit donc de retarder encore une fois le processus afin de les amener à faire le bilan de 13 ans d'OMC. Il est indispensable d'interpeller le Conseil fédéral sur la politique agricole en Suisse comme sur ses engagements sur le plan bilatéral et multilatéral.

Valentina Hemmeler Maïga

En savoir plus:
www.viacampesina.org
www.foodsovereignty.org
http://www.fao.org/foodclimate/hlc-home/fr/

SEMENCES

Semons l'avenir ensemble!

En automne dernier, nous vous avons relaté l'expérience «Semer l'Avenir!» qui s'était déroulée sur l'exploitation de Thomas Descombes, membre d'Uniterre, de l'Affaire TourneRêve et initiateur du projet «Les Ares et Vous». «Semer l'Avenir!» est un projet imaginé par la Ferme de l'Aubier (NE) et la Sélection Céréalière Peter Kunz. De 8 fermes en 2007 sur lesquelles 850 personnes ont semé du blé, les initiateurs souhaitent passer à 25 fermes en 2008. Ils sont encore à la recherche de familles paysannes qui seraient intéressées à participer en Suisse romande, notamment dans la région de Nyon-Genève et du Valais. Avis aux amateurs-trices...

C'est en «marge» du moratoire sur les OGM qu'Ueli Hurter et Peter Kunz ont souhaité utiliser l'espace de communication de manière active et positive.

A travers ce moratoire sur les OGM, les producteurs peuvent en effet thématiquer des aspects essentiels tels que le libre accès aux semences, la sauvegarde de la biodiversité, les semences paysannes etc.

Cet acte ancestral de semer est hautement symbolique. Les participant-e-s - du petit enfant faisant ses premiers pas aux grands-parents - l'ont ressenti au plus profond d'eux. Semer ces variétés dans un esprit communautaire, c'est aussi prendre position en faveur de la souveraineté alimentaire qui revendique le droit inaliénable à un libre accès aux semences pour les paysannes et les paysans.

Afin d'assurer un écho médiatique, des personnalités ont prononcé de brèves allocutions sur chaque ferme ayant participé à l'ensemencement en 2007.



Une équipe de semeurs en automne 2007 dans le canton de Zurich.

Multiplier les semeurs

En 2007, les fermes ont accueilli un peu moins de participant-e-s que ce qu'elles avaient prévu. L'objectif est d'atteindre environ 100 semeurs par ferme. Il paraît donc important de s'organiser en 2008 pour associer des organisations, des mouvements citoyens, des consommateurs, des écoles ou autres.

Pour sa part, Uniterre pourrait également diffuser de l'information pour mobiliser des participant-e-s. Pour Uniterre, ce projet est très intéressant car il aborde la question des OGM et des semences de manière originale et pro-active; il mérite d'être mieux connu.

Le projet 2008 présenté par les initiateurs

«L'action «Semer l'Avenir!» doit se dérouler en automne 2008 dans 25 fermes en Suisse et dans les pays limitrophes. Le public y est invité à semer ensemble un champ de blé. Il s'agit là en même temps d'une expérience inoubliable et d'une manifestation contre les manipulations génétiques, contre les OGM. Nous semons en effet ce que nous voulons récolter et manger plus tard. Et nous en prenons la responsabilité.

Nous sommes nombreux, nous avons les champs et les semences!».

Les fermes

Chaque ferme peut accueillir un événement «Semer l'Avenir!» Les conditions cadres suivantes devraient être remplies:

- La ferme met à disposition un champ de 20 à 30 ares prêt à être ensemencé avec une céréale panifiable.
- La semence est choisie en discussion avec Peter Kunz. On utilisera si possible des semences de la GZPK (Sélection céréalière Peter Kunz).
- La ferme entretient la culture jusqu'à la récolte et organise une récolte séparée.
- La ferme mobilise au moins 100 participants de sa région.
- Si possible, inclure «Semer l'Avenir!» dans une fête à la ferme.
- Cela vaut la peine de réaliser «Semer l'Avenir!» conjointement avec des partenaires régionaux (consommateurs, organisations de protection de l'environnement, écoles, etc.).
- La ferme obtient la participation active d'une personnalité connue du public.
- Avant le semis, une allocution introductive et explicative sera prononcée.

«Semer l'Avenir!» se déroule avec tous les participants ensemble et en même temps.

L'Initiative

L'Initiative «Semer l'Avenir!» est représentée par ses initiateurs Ueli Hurter et Peter Kunz ainsi que par les personnes qui, dans chaque ferme ont accueilli «Semer l'Avenir!» en automne 2007. Les initiateurs sont responsables du développement du projet, de la communication et de la représentation à l'extérieur.

L'Initiative fournit aux fermes les prestations suivantes:

- la formation et le conseil pour la réalisation pratique de ce semis communautaire;
- la semence;
- les casquettes servant de récipient pour les grains pour tous les participants;
- les T-shirts pour tous les auxiliaires;
- un tableau où tous les semeurs peuvent apposer leur signature;
- la communication de base – prospectus, site internet, présentation dans des foires et des marchés.

Êtes vous intéressé-e?

Pouvez-vous accueillir un événement «Semer l'Avenir!» dans votre ferme? Ou peut-être êtes-vous, en tant que consommateur-trice et/ou partenaire, en relation avec une ferme de votre région où vous pourriez participer à l'organisation d'un événement «Semer l'Avenir!».

Les initiateurs sont heureux de vous compter bientôt parmi eux. N'hésitez pas à les contacter, à visiter le site internet et à vous renseigner auprès des fermes ayant participé à l'action en 2007.

En savoir plus

«Semer l'Avenir!»
Ueli Hurter, 2037 Montézillon,
ueli.hurter@aubier.ch,
079 339 51 56
www.avenirsem.ch



InterLOCK
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Rénovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA - CP 48 - 1627 VAULRUZ
026 913 79 84
swiss@animat.ca www.animat.ca